



ECO est publié par les organisations non gouvernementales lors des conférences internationales majeures depuis la conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit par les membres du réseau francophone Climat & Développement présents à Tianjin en Octobre 2010. Pour recevoir ECO en Français écrivez à : angebrida@hotmail.com

Pas de temps à perdre

Chers délégués, nous avons cru comprendre que vous avez travaillé dur derrière ces portes restées fermées la plupart du temps au observateurs. Mais avouons-le, après l'échec de Copenhague, le refus durant cette année de mettre de côté les divergences et se concentrer sur les domaines de convergence peut encore faire capoter les pourparlers de la CCNUCC. À Cancun, vous porterez une lourde responsabilité.

Si l'on en croit les médias internationaux, l'historique de Tianjin a été un affrontement de gros enjeux entre les États-Unis et la Chine, « je ne ferai rien tant que tu fais... » entrave, et paralyse la négociation. Alors permettez-nous de décompresser un peu.

D'un côté il ya les États-Unis, la superpuissance des émissions qui, jusqu'ici, n'a pas à l'échelle internationale aucun engagements contraignants de réduction de carbone, et a vraiment à faire beaucoup plus qu'un objectif maigre de réduction de 4% aux niveaux de 1990. Un engagement sur le financement à long terme conviendrait beaucoup mieux aux Américains qu'une tonne d'indignation. Et même cela nous fait de la peine de le dire, comme à Bali, les États-Unis devraient se retirer s'ils ne sont pas en mesure de prendre de véritables engagements, et que le monde puisse conclure un accord ambitieux.

De l'autre côté, la Chine a travaillé dur à la maison pour mettre en œuvre de façon louable une vision de la sobriété. La Chine pourrait propulser les négociations en acceptant la consultation internationale et l'analyse de ses actions à faible intensité carbonique.

Il y a, cependant, plus de deux pays dans le monde et chaque pays a quelque chose à offrir dans les négociations. Alors que les choses ne se sont pas bien passé cette semaine, nous apprenons que les parties ont fait quelques progrès supplémentaires. Toutefois, des progrès supplémentaires non arrimé avec la planète, ne seront pas suffisant à Cancun.

Créer une dynamique requiert un engagement. À Cancun, nous devons faire le plein et viser le niveau le plus ambitieux possible de l'accord sur tous les éléments. Fondamentalement, nous devons tracer la prochaine étape importante de notre voyage vers un accord juste, ambitieux et contraignant à conclure en Afrique du Sud. Un échec dans l'élaboration de notre feuille de route - avec un calendrier, des plans de travail et le format des négociations - nous conduira dans les méandres pistes boueuses et sales comme si nous avions tout le temps du monde, pendant que la destruction du climat prendra la voie rapide.

Une évolution positive lors de cette réunion est que les négociateurs ont commencé à s'intéresser à l'architecture pour Cancun. Le fait qu'une vaste majorité des Parties recherchent une solution juridiquement contraignante dans le cadre des actions coopératives à long termes (LCA) est évidente.

Mais nous sommes également heureux que tant de partis ont exprimé leur volonté de renouveler le protocole de Kyoto avec une deuxième période d'engagement. Cela doit être clair dans le package de Cancun.

Il est essentiel que la crise dans le groupe sur les questions juridiques se termine, sinon il peut y avoir des conséquences imprévues pour l'avenir du Protocole de Kyoto.

Les Parties à Bali a donné l'assurance qu'il n'y aurait pas d'écart entre les périodes d'engagement. Mais ce n'est pas ce qui se passe, et les marchés du carbone, déjà en baisse depuis Copenhague, sera probablement encore affaibli.

Voici les éléments essentiels du paquet de contempler entre Tianjin et Cancun:
FINANCES

Les discussions sur le financement ont été axées sur la mise en place d'un nouveau fonds sous la Convention.

Pas de temps à perdre_Suite à la page2

L'UE choisit

Jeudi prochain, les ministres de l'environnement européens examineront si l'UE devrait rehausser son objectif pour 2020 à 30% de manière unilatérale. ECO dit oui! Et pendant que vous y êtes, assurez-vous d'y parvenir au niveau domestique, de sorte que toute compensation ne viennent s'ajouter aux 30%. Alors que plusieurs ministres de l'environnement ont déjà manifesté leur soutien, d'autres tardent encore. Mais avouons-le, presque tout le monde attend de voir l'UE passer à 30% de toute façon. Plus ils perdent le temps à discuter de la question, plus ils perdent le temps à récolter les avantages économiques.

Depuis deux ans maintenant, l'UE n'a pas bougé de son engagement conditionnel à augmenter à 30% si les efforts comparables sont faits par d'autres grandes économies. Mais cette position a baissé en pertinence.

Plusieurs études, y compris de la Commission européenne, montrent clairement que l'UE a de bonnes raisons d'augmenter son objectif à l'heure actuelle. La plus évidente est qu'ils ont déjà presque atteint l'objectif de 20%, soit 10 ans avant 2020!

Selon l'Agence Européenne pour l'Environnement, les émissions de l'UE en 2009 s'élevaient à environ 17,3% par rapport à 1990. Bien que la crise économique fasse partie de la raison, il ne fait aucun doute que la plupart des efforts ont déjà été fait.

Deuxièmement, pensez à la course pour l'économie sobre en carbone. La Chine est devenue le plus grand marché éolien dans le monde l'an dernier. Si les dirigeants européens veulent que leur industrie verte reste à l'avant-garde, ils ont besoin de donner une orientation claire à leurs économies. *Suite à la page 2*

La Conférence des Parties devrait également établir un organisme de surveillance pour exercer des fonctions cruciales telles que veiller à la cohérence du mécanisme, à la coordination financière, et assurer un équilibre dans le financement.

Nous savons que certains pays ont travaillé dur pour resserrer les divisions sur ces questions. À Cancun, nous attendons que les Parties mettent en place un Fonds avec une gouvernance démocratique, fournissant un accès direct pour les pays en développement, et un fonctionnement sous la direction et l'autorité de la Conférence des Parties.

TECHNOLOGIE

La technologie occupe souvent le haut de la liste des résultats possibles à Cancun, mais les détails sont restés insaisissables à Tianjin. La question clé est les arrangements institutionnels d'un mécanisme multilatéral, dans le but d'intensifier et d'accélérer l'utilisation de technologies respectueuses du climat. Là encore, la gouvernance doit être placée sous l'autorité d'une entité dont la mission est axée sur la limitation du réchauffement de 1,5° C.

ATTENUATION

L'atténuation est clairement un élément plus essentiel de l'ensemble. Malgré cela, les négociateurs ont choisi de se plonger dans des affirmations plutôt que de chercher la convergence. Une attention sur les engagements des pays développés, le mécanisme du NAMA, ainsi que la conception du NAMA, la préparation et la mise en œuvre n'a pris forme que seulement le jeudi.

En préparation de Cancun, les Parties devraient remplacer leur excuse « le chien a mangé mon devoir » par une volonté de s'accorder sur des règles qui assureront l'intégrité environnementale de leurs réductions d'émissions.

Avant Cancun, nous vous recommandons de vous aligner sur la science. La lutte contre le changement climatique dangereux nécessite nettement plus de réductions substantielles d'émissions. Un package équilibré pour Cancun, nécessitera que les parties de l'annexe I montrent comment ils feront face à leurs obligations morales et agir en conformité avec la science. Nous recommandons la reconnaissance de l'écart de gigatonne entre les promesses actuelles et les objectifs fondés sur la science, et en acceptant une feuille de route pour l'Afrique du Sud qui porte sur les moyens de combler l'écart.

RENFORCEMENT DES CAPACITES

Tout le monde semble convenir que le renforcement des capacités est à la fois indispensable à la réussite et la clé d'un mouvement à Cancun. Les principes ont été bien établis dès la CdP 7, et les pays en développement (en particulier les PMA, les PED et l'Afrique) ont réclamé pendant des années un cadre de dédiées aux renforcements des capacités avec de réelles ressources et une

réelle volonté de réussir. Et pourtant, toujours rien ne se passe. Combien de temps cela prendra-t-il à ce rythme?

LULUCF

L'industrie forestière doit être heureuse de la manière dont les négociateurs sur la forêt ont mutilé les règles comptables du LULUCF cette semaine. La proposition soumise à Cancun sape l'intégrité environnementale du Protocole de Kyoto en cachant l'augmentation des émissions et l'octroi de faux crédits aux bûcherons.

Parce que beaucoup de temps a été consacré à l'élaboration de ces manipulations comptables, peu d'attention a été portée aux émissions dus aux changements d'affectation des terres, au-delà des forêts - une autre faille potentielle. La seule proposition pour la gestion des forêts avec toute l'intégrité environnementale a été à peine mentionnée.

En outre, les dommages que cette proposition de décision peut faire sur la comptabilité REDD ne doit pas être sous-estimée. Pour empêcher un autre de Marrakech, l'impact négatif de la comptabilité de la forêt sur les objectifs de réduction devra être abordé dans les discussions plus larges sur les chiffres au niveau du protocole de Kyoto.

REDD

De temps en temps cette semaine, le rideau est levé sur le monde dantesque du partenariat REDD+. Nous avons été hypnotisés par la lutte héroïque, si dérouter, entre les coprésidents et le reste du monde. Cependant, nous sommes aussi attristés qu'une précieuse institution puisse être devenue une farce. Nous ne pouvons qu'espérer que les choses iront mieux.

ADAPTATION

Une atmosphère sereine a prévalu dans les pourparlers sur l'adaptation, qui progressent sur le contenu et peuvent éventuellement proposer un accord de compromis. ECO rappelle aux parties que le cadre de l'adaptation doit inclure des éléments opérationnels et le résultat de l'action sur le terrain.

Pour aller de l'avant, Cancun doit préciser les fonctions du comité d'adaptation, permettre une solution tangible sur les pertes et dommages, enfin faire revenir les mesures de réponse dans la boîte, et rechercher un équilibre entre le financement l'adaptation et l'atténuation, y compris un régime de pré-

Fossile du jour: Nouvelle-Zélande

Un fossile est attribué à la Nouvelle-Zélande, comme ambassadeur de toutes les Parties Annexe I, pour avoir déclaré sans ménagement que, s'ils n'obtiennent pas les règles qu'ils veulent sur la gestion des forêts, ils vont devoir changer leur objectif global de réduction des émissions. Est-ce à dire que le secteur LULUCF est juste une caisse noire et que les engagements de Copenhague sont ouverts à la renégociation si la caisse noire disparaît?

-L'UE Choisit suite de la page 1

Troisièmement, un objectif plus ambitieux des émissions devrait générer des milliards d'euros de revenus supplémentaires pour les gouvernements, puisque la majorité des industries devront acheter des permis d'émissions selon le régime d'échange d'émissions. Orienter cet argent vers des mesures climatiques de l'UE permettra d'accélérer le développement sobre carbone et déclencher beaucoup plus besoin de financements à long terme pour les pays en développement. Et des études indépendantes démontrent que les politiques climatiques plus ambitieuses n'entraîneront pas de délocalisation massive des industries de l'UE vers l'extérieur.

Avec des politiques intelligentes, le rehaussement de l'objectif de l'UE pourrait réduire les coûts et sa dépendance aux combustibles étranger, réduire les factures d'énergie à long terme et les coûts de la santé publique. Ainsi, dans l'ensemble, le moment est idéal pour aller à 30%, c'est maintenant!

LULUCF :deuxième ordre du jour

Vous avez entendu parler de tous les problèmes avec les insuffisances liés au LULUCF. Mais il y a un autre ordre du jour important sur les émissions liées aux terres non forestières dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Plusieurs idées telles que la comptabilité obligatoire pour la gestion des terres cultivées et gestion des pâturages, et l'introduction d'une catégorie nouvelle activité de gestion des zones humides, ont languie avec très peu de discussions. Pourtant, les Parties semblent penser qu'ils sont sur une piste d'aboutir à une conclusion sur le LULUCF.

Les émissions de biocarburants (transformation des cultures utilisés comme carburants pour les transports) risque aussi d'être le plus souvent ignorés au moment où ils sont censés croître rapidement comme une alternative aux combustibles fossiles.

Il ya des problèmes de disponibilité des données et de précision dans la comptabilisation de ces activités. Mais ce n'est pas une excuse pour différer l'action dans le deuxième période d'engagement. Une chose qui peut être fait est d'utiliser une approche hotspots, concentrer les efforts MRV sur l'identification des terres avec les sources les plus importantes d'émissions, et estimer ces activités de la façon la plus précise possible et espérer qu'un programme du SBSTA puisse appréhender la comptabilité de façon plus complète.

Les nouvelles règles pourraient bien faire disparaître une énorme quantité de forêts à travers les insuffisances dans la gestion des émissions, mais pire encore, faire également échouer à prise en compte d'importantes émissions résultant d'autres activités d'utilisation des terres.

Il est encore temps de construire un agenda